

LE MONDE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant
du Rond point Grand Hôtel.
CEL : 90.00.99.83 / 94.95.75.33
E-mail: lemonde_niger1@yahoo.fr

D'AUJOURD' HUI
RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

6^{ème} année:

N°294 DU MERCREDI
30 MAI 2018

PRIX : 300 F

Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse

La valse des diplomates français à Niamey

Qui est le nouvel ambassadeur de France qui arrive au Niger ?



Nommé ambassadeur à Niamey en septembre 2015, Marcel Escure remplaçait à ce poste Bertrand Cochery, venu de Guinée pour prendre, pratiquement au pied levé, le poste laissé vacant par Antoine Anfré, rappelé dare-dare par Paris. Bertrand Cochery est un diplomate français que l'opposition nigérienne a longtemps étiqueté comme étant un fervent et farouche défenseur de Mahamadou Issoufou et de son régime. Selon le Frdd, configuration de l'opposition de l'époque à laquelle prenait par le Mnsd Nassara de Seïni Oumarou, le diplomate français était tellement son parti pris dans la vie politique nigérienne qu'il a été carrément accusé d'être un militant pur et dur du Pnds Tareyya...

CENI : le nœud gordien de la Renaissance

Publication du programme des futures élections par la CENI

A quoi joue Maître Issaka Souna ?

Sécurité : la marche vers le chaos ?



Etudier au Sénégal
www.groupeism.sn
221 33 869 76 77 / 78 - 221 77 536 66 39
BP 5018 - Dakar - Fann
info@ism.edu.sn

Le **GRUPE ISM**. First Business School créé en 1992 au Sénégal, est Membre du Groupe Galileo Global Education 1^{er} Groupe Européen d'Enseignement Supérieur.

Nos Programmes en Licence

<ul style="list-style-type: none">Bachelor In International ManagementOrganisation - Ressources HumainesComptabilité - FinanceBachelor in International Trade and Marketing	<ul style="list-style-type: none">Droit des AffairesAdministration PubliqueContentieux et Recouvrement
<ul style="list-style-type: none">Informatique Appliquée à la Gestion des EntreprisesGénie Logiciel - Réseaux et SystèmesMathématiques Appliquées - EconométrieTechnologie - Transport LogistiqueElectronique - Télécommunications et Systèmes Embarqués	<ul style="list-style-type: none">Sciences Politiques et Relations InternationalesCommunication - MédiaJournalisme et Métiers de l'InformationArt et Culture

* Possibilité de double diplôme avec la licence en informatique de l'Institut National Universitaire Champollion (INUC) d'Albi (Toulouse)

Le GROUPE ISM... l'École qui vous met sur le monde de l'emploi et de l'entrepreneuriat.

Lettre au “président de la République”

Monsieur le “Président”,

Il ne vous reste plus, à présent, qu’à loger la commission électorale à la présidence de la République

J’ai suivi maître Issaka Souna et je me suis dit qu’il ne vous reste plus, à présent, qu’à loger la commission électorale à la présidence de la République, comme au Gondwana. Cela vous permettra de mieux contrôler les agissements des membres qui, bien qu’acquis à la cause, en principe, pourraient avoir par la suite quelque remord à poursuivre la mission jusqu’à terme. Je crois sincèrement qu’avec la configuration de la commission électorale, il est totalement aberrant de parler de commission indépendante. Sur les 10 membres qui siègent actuellement à la commission électorale, il n’y a que trois qui ne soient pas formellement du Pnds Tareyya. Or, qui sont-ils, ces trois-là ?

C’est le représentant du bonhomme qui a été votre subordonné à la Cominak et qui, pour exprimer son total dévouement à vous servir, a publiquement demandé s’il a une tête de président de la République pour prétendre briguer les suffrages de ses concitoyens. Je veux parler d’Albadé Abouba, président du ... Jamhuriya, créé de transfuges du Mnsd ayant fait acte d’indiscipline et de rébellion vis-à-vis de leur parti politique pour vos intérêts et ceux du Pnds Tareyya.

Il y a ensuite le représentant du Mnsd Nassara, minutieusement choisi parmi les militants du Mnsd qui n’auraient aucun regret à faire le jeu du Pnds plutôt que le leur. C’est ..., un beau-frère d’Elback Adam, militant de première heure du Pnds dont l’épouse, c’est-à-dire la sœur de celui à qui Se’ni Oumarou a fait confiance pour représenter le Mnsd Nassara à la Commission électorale, siège au sein du gouvernement en qualité de

Il y a enfin le représentant de la société civile, un certain Nafiou Wada, esseulé au sein d’une équipe dans laquelle, même s’il veut le faire, il n’aura pas la possibilité de dire et de défendre ce qu’il pense. Tous les autres sont des militants du Pnds Tareyya. Sur lui également se pose un doute de collusion avec le régime puisque, contrairement à son

collègue, Maïkoul Zodi, qui a démissionné pour protester contre le hold-up électoral, lui a trouvé plutôt une belle opportunité pour se faire offrir le poste de premier rapporteur de la commission électorale, jouissant ainsi d’un traitement mensuel digne d’un petit roi puisqu’on ne lui demande que de se taire et de rapporter les choses de façon «convenable».

Monsieur le “Président”,

J’ai eu l’opportunité de parcourir le code électoral et je me suis demandé s’il n’a pas été copié sur celui du Gondwana. Sur ce point, notre compatriote, Mamane, a tant à apprendre chez lui, dans son propre pays, pour nourrir son imagination fertile. Toute comparaison faite avec son film « Bienvenue au Gonwana », je me rends compte que malgré le caractère loufoque du dialogue et de la mise en scène, la réalité, au Niger, dépasse, de loin, la fiction. Le code électoral actuel est un fourre-tout inadmissible. Non seulement il est bourré de dispositions contradictoires graves, mais il établit une sorte de catégorisation entre citoyens nigériens. Pire, il ne garantit pas l’organisation d’élections crédibles. **Je sais, pour avoir connu l’expérience du hold-up électoral, malgré vos professions de foi, que tel n’est pas votre objectif,** mais j’ai le devoir, en ma qualité de citoyen nigérien soucieux de la stabilité institutionnelle et politique de mon pays, d’attirer votre attention sur les risques graves que suppose l’organisation d’élections à la gondwanaise.

D’abord, les dispositions que je trouve contradictoires. Relisez les trois premiers alinéas de l’article 6, chapitre 2 « Du corps électoral ». Il est écrit d’abord que « **sont électeurs, les Nigériens des deux sexes** âgés de 18 ans accomplis au jour du scrutin ou mineurs émancipés inscrits sur les listes électorales, jouissant de leurs droits civils et politiques et n’étant dans aucun des cas d’incapacité prévus par la loi ».

À l’alinéa 2, on écrit ensuite « Sont **aussi** électeurs, les étrangers ayant acquis la

nationalité nigérienne par mariage ou par naturalisation ».

À l’alinéa 3, il est enfin écrit « Toutefois, **l’étranger ou l’étrangère ayant acquis la nationalité nigérienne** par mariage ne peut, pendant une durée de cinq ans, être investi de **fonctions publiques ou de mandats électifs pour l’exercice desquels la nationalité nigérienne est exigée** ».

Mais, on est où là ? D’une part, le terme « aussi » exprime une catégorisation inacceptable des Nigériens en citoyens de première zone et en citoyens de seconde zone. Soit, l’on est nigérien de par le certificat de nationalité ; soit, l’on est étranger. Une fois que l’on a acquis la nationalité nigérienne, l’on ne saurait être « un étranger ayant acquis la nationalité nigérienne », mais « un Nigérien à part entière ». N’est-ce pas alors, du point de vue du droit, discriminatoire et insoutenable de décider que « **l’étranger ou l’étrangère ayant acquis la nationalité nigérienne** par mariage ne peut, pendant une durée de cinq ans, être investi de **fonctions publiques ou de mandats électifs pour l’exercice desquels la nationalité nigérienne est exigée** » ? Du reste, le terme « Toutefois » traduit clairement cette discrimination qui ne me semble pas fondée en droit. En fait, je m’interroge et interroge les experts en droit. N’est-ce pas le certificat de nationalité qui confère la nationalité à un individu ?

Monsieur le “Président”,

Je pense qu’il s’agit d’une grave discrimination qui ne saurait subsister dans la loi électorale qu’il ne doit pas exister de barrières entre Nigériens. En un mot, c’est la loi électorale a consacré la ségrégation entre les citoyens nigériens et c’est vilain.

Il y a bien d’autres contradictions flagrantes. L’article 9 stipule que « Il est créé une commission électorale nationale permanente, **indépendante**

Suite page 3

Suite de la page 2

de tout pouvoir, autorité ou organisation, jouissant de l'autonomie de gestion, d'organisation et de fonctionnement ». Ce qui est d'ailleurs conforme à la loi fondamentale, la Ceni étant constitutionnelle. Et pourtant, l'article 11 sous-tend qu'elle a tout de même à qui elle rend compte, en l'occurrence le ministère de l'Intérieur appelé « ministère chargé des élections ». Ainsi, son rapport général, la Ceni le transmet à ce ministère. À quelle fin ? En quoi le ministère de l'Intérieur est-il chargé des élections au Niger ? Est-il supérieur à la Ceni qui est un organe constitutionnel ?

Monsieur le "Président",

À propos d'élections crédibles, je sais que vous ne l'avez que sur les lèvres, mais point dans le cœur ou dans la tête. Le hold-up électoral de 2016 vous interdit désormais de parler d'élections transparentes, libres et honnêtes. La biométrie ? Un leurre qui facilite d'autant plus le hold-up électoral que la machine vous fera de façon subtile ce qui a été fait de façon si vulgaire par les hommes en février et mars 2016. La procédure cavalière par laquelle un nouveau code électoral a été adopté, son contenu personnel, ses dispositions outrageants pour une démocratie respectable, sont autant d'aspects qui enlèvent toute crédibilité au processus électoral, tel que vous tenez à le faire. Quant à la commission électorale, il est regrettable de constater que nos compatriotes n'ont pas, malheureusement, tiré la moindre leçon des événements douloureux qui ont été consécutifs à des élections truquées. S'il y a eu février et mars 2016, ce n'est pas une raison pour penser que le Niger est à l'abri de ce qui s'est passé en Côte d'Ivoire ou ailleurs.

La commission actuelle est non seulement disqualifiée pour conduire le processus électoral, mais elle ne peut qu'exacerber les tensions entre Nigériens. Si vous persistez à faire comme en 2016, vous mènerez le Niger vers des rivages dangereux. J'ai l'habitude de vous dire que c'est à vous de choisir par quelle porte entrer dans l'histoire.

Eh bien, je confirme que vous avez beau construire des échangeurs et des immeubles ? Si encore ils n'étaient pas scandaleusement surfacturés ? vous ne serez jamais une référence pour le peuple nigérien si vous ne lui réservez que pauvreté, prisons, misères, morts, injustice, etc.

Mallami Boucar

La valse des diplomates français à Niamey

Qui est le nouvel ambassadeur de France qui arrive au Niger ?

Marcel Escure s'en va, Alexandre Garcia...arrive

Nommé ambassadeur à Niamey en septembre 2015, Marcel Escure remplaçait à ce poste Bertrand Cochery, venu de Guinée pour prendre, pratiquement au pied levé, le poste laissé vacant par Antoine Anfré, rappelé dare-dare par Paris. Bertrand Cochery est un diplomate français que l'opposition nigérienne a longtemps étiqueté comme étant un fervent et farouche défenseur de Mahamadou Issoufou et de son régime. Selon le Frdd, configuration de l'opposition de l'époque à laquelle prenait par le Mnsd Nassara de Seïni Oumarou, le diplomate français étalait tellement son parti pris dans la vie politique nigérienne qu'il a été carrément accusé d'être un militant pur et dur du Pnds Tareyya.

Les rapports entre Antoine Anfré, son prédécesseur, et les autorités nigériennes n'étaient plus déjà au beau fixe et la goutte d'eau qui a fait déborder le vase est arrivée lorsque le diplomate français a sèchement dit



la vérité au Président Issoufou lors d'une cérémonie où les représentants diplomatiques ont été invités à apprécier le bilan de celui-ci. Selon un confrère, Antoine Anfré était rentré à Paris avant même que l'information de son départ n'ait été officialisée. Le journal a notamment indiqué qu'Antoine Anfré a vu son séjour brutalement écourté à la demande de Mahamadou Issoufou.

Alexandre Garcia, annoncé comme probable remplaçant de Marcel Escure, est le troisième ambassadeur français à Niamey en huit ans. Chacun avec sa marque de fabrique.

Les Points sur les I

La cache d'armes de guerre découverte à l'entrée d'Agadez est apparemment en train d'être étouffée. Jusqu'ici, aucun commentaire n'a été enregistré de la part du gouvernement qui cherche manifestement les moyens de faire oublier une si grave affaire. Un arsenal de guerre est découvert par la police, l'auteur identifié et appréhendé, mais le gouvernement ne dit pas un mot de cette affaire qui représente pourtant une menace grave à la sécurité du Niger. Or, il se trouve que les Nigériens sont de plus en plus nombreux à penser que si l'affaire n'a pas fait grand bruit de la part de gouvernants prompts à faire des points et conférences de presse lorsqu'il s'agit d'acteurs de la société civile militant pour un mieux-être des populations, c'est que ceux qui sont aux commandes de l'Etat se reprochent quelque

chose. Qui sont ces trafiquants d'armes qui sont en train de faire du territoire nigérien une passoire d'armes destinées peut-être à des groupes terroristes ? Les mêmes qui, de Diffa à Tillab2ry, sont en train d'endeuiller les familles nigériennes. Le gouvernement fait preuve, dans cette tragédie, sinon de complicité notoire avec les auteurs de ce trafic d'armes qu'il prétend traquer, au moins d'irresponsabilité totale dans la lutte contre l'insécurité. Comment des trafiquants d'armes de guerre peuvent-ils bénéficier d'une si grande compréhension, voire de l'indulgence dans un pays où les autorités chantent à longueur de journée que leur priorité, pour laquelle ils dépenseraient 20% du budget global de l'Etat, c'est la sécurité. Ma barbe !

Lettre du continent 29 mai 2018

QUI EST LE NOUVEL AMBASSADEUR DE FRANCE

A quelques jours de la visite officielle du président Mahamadou Issoufou à Paris, début juin, Paris a proposé un nouvel ambassadeur à Niamey. Selon nos sources, il s'agit du diplomate Alexandre Garcia. Il succéderait à Marcel Escure, arrivé au terme de sa mission.

Conseiller des affaires étrangères, Alexandre Garcia, 50 ans, a été deuxième conseiller à Alger entre 2003 et 2006 avant de rejoindre l'ambassade de France à Bagdad de 2006 à 2008. Il a été nommé en 2011 sous-directeur des menaces transversales à la direction des affaires

stratégiques de sécurité et du désarmement du ministère des affaires étrangères.

Depuis 2015, Alexandre Garcia est chef du service des conventions, des affaires civiles et de l'entraide judiciaire à la direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire. Il a signé à ce titre deux conventions avec Niamey sur l'entraide pénale et les extraditions. Sa nomination est sa première affectation en Afrique de l'Ouest et en tant qu'ambassadeur. La lutte antiterroriste et les thématiques sécuritaires (G5 Sahel...) figurent actuellement au cœur de la relation bilatérale

CENI : le nœud gordien de la Renaissance

Au Niger, quatre crises s'entrechoquent, rendant le climat national infernal, invivable tant les hommes ont appris à ne plus se faire confiance pour ne savoir regarder l'Autre en ennemi irréductible. Crise financière, crise politique, crise sociale, crise morale aussi dans un pays où l'injure reste la denrée la plus prisée dans les commerces politiques. C'est la crise politique provoquée par la mauvaise gouvernance des camarades staliniens ponctuée de scandales politico-financiers immenses qui a fini par amener le gouvernement, aidé par ses alliés impériaux dont la France, à travers, a-t-on appris par la journaliste de Libération, des mesures antisociales qui ne tiennent nullement compte de la réalité nationale s'étant borné à imposer de manière sauvage le contribuable nigérien pour, peut-on l'imaginer, renflouer les caisses vidées de l'État par des prédateurs socialistes qui s'en sont servis pour s'enrichir au détriment de l'État aujourd'hui appauvri. La taxation tout azimut ne peut pourtant pas régler le problème car le problème est moins lié à une assiette fiscale ou à une mobilisation des recettes internes ainsi qu'on peut le prétendre mais à un problème réel de gestion. Est-il normal que face au problème qui n'est que la conséquence de la gestion désastreuse des camarades, il n'y ait de solution que celle qui consiste à vouloir cambrioler les Nigériens en leur extorquant le peu par lequel ils survivent ? Ces conseillers venus de la métropole, connaissent-ils mieux notre pays et ses réalités pour décider à la place des compétences nationales ? Comment d'ailleurs, peut-on dans une telle situation, faire le choix parcellaire de ne vouloir faire payer qu'aux seules couches vulnérables, quand les princes, amis de l'impérialisme, doivent continuer, quand même ils sont ceux qui, par leur goût immodéré pour le luxe, avait fini par mettre à terre l'économie nationale, aujourd'hui complètement exsangue ? Pourquoi donc pour faire le choix de l'austérité, l'on ne vise que le bas peuple ? Et les mesures commandées par l'expertise française, dixit Libération, font la part belle aux valets locaux de l'impérialisme qui peuvent impunément saccager les biens du peuple, pour demander non pas à ces pilleurs patentés de rendre gorge, mais au peuple spolié de reconstruire sa fortune dilapidée. Il est moralement inadmissible que l'on en demande davantage à un peuple déjà misérable tout en épargnant à des régnants aux joues enflées par le crime de la concussion pour continuer à narguer les Nigériens. Alors que tout a augmenté dans ce qui est de l'ordre de la consommation courante du Nigérien Lambda, chez les princes, les privilèges sont sauvegardés, quelquefois l'on les a même augmentés comme c'est le cas des budgets alloués à la sécurité présidentielle, aux fonds politiques des trois grandes personnalités du pays. Au même moment, les partenaires,



peuvent s'accommoder dans un tel contexte pour un gouvernement qui ne peut comprendre et partager les impératifs de l'austérité en réduisant drastiquement son train de vie incompatible avec les réalités économiques du pays, de la luxure d'une gouvernance plus accro aux dépenses de privilège qu'aucun impératif ne peut justifier. Voyages présidentiels ostentatoires très souvent futiles, taille incommode d'un gouvernement du copinage et du partage, postes politiques fantômes distribués à tour de bras pour contenter la clientèle politique oisive et budgétivore, institutions ornementales et inefficaces inutilement supportées par le contribuable, abandon des secteurs sociaux de base au détriment de secteurs qu'une conjoncture a mis sur la sellette et dont on se sert pour justifier l'ostentation de leur financement et s'en servir à bon compte pour détourner notamment dans des secteurs comme celui de la sécurité qu'un certain secret d'État pourrait permettre de ne pas justifier et de ne pas exposer en public et taire ainsi des malversations qui pourraient pourtant être d'une échelle inconsiderée.

C'est cela pourtant que les Nigériens ne comprennent pas et qu'ils refusent : ils ne peuvent pas payer pour la faute de princes insouciant qui ont fait le choix de se servir de l'État et de la politique pour s'embourgeoiser. Pourquoi doivent-ils seuls payer quand le pays qu'on dit économiquement mal en point et dernier de la terre, peut encore, nonobstant cet inconfort, se contenter d'un gouvernement de plus de quarante membres, souvent anonymes et chômeurs car l'on ne peut voir ce qu'ils font, leur utilité pour la République. Face à cette injustice qui soustrait les nantis du sacrifice qu'on demande aux pauvres, les Nigériens se sont mis debout et ont refusé de courber l'échine pour servir de bêtes de somme pour des princes mondains, depuis des années très loin du peuple. Face au silence coupable et complice des partenaires, faut-il voir le retour du colonialisme ?

La loi de finances, un complot de l'Extérieur contre le Niger ?

On est bien tenté de le croire. Nous l'avons d'ailleurs souvent écrit et l'analyse de la journaliste de Libération conforte notre opinion. La loi de finances 2018 est celle, non du Niger, mais de l'Extérieur qui l'aurait imposée par ses

« matières grises » en service dans le pays et qui l'ont concoctée comme ordonnance médicale – pardon financière – pour relever une économie mise à rude épreuve par un socialisme ravageur. Il ne faut pas oublier que c'est pour cette loi de finances que des acteurs de la société civile sont en prison depuis deux mois et jamais, pour juger de l'état des droits humains et des libertés fondamentales dans notre démocratie vacillante, les partenaires ne s'en sont jamais émus pour dénoncer les dérives du régime de l'allié Sahélien du terrorisme et de la migration. Peut-être auraient-ils même conseillé à leur allié Sahélien, cette démesure pour mettre fin à une fronde qui s'intensifie dans le peuple. Dans une des dernières parutions de *Jeune Afrique Économie*, l'on avait appris que la Banque Mondiale se satisfaisait de la nouvelle loi de finances qui brime pourtant le peuple et avant elle, l'on avait vu le représentant de l'Union Européenne, rendre une visite de courtoisie au président de l'assemblée nationale, celui-là même qu'on accable sur les réseaux sociaux d'avoir pris la part du lion dans le partage du sucre de Ramadan pour se sucrer seul avec quelques trois cents cartons, pour le féliciter d'avoir voté la loi controversée. Mais alors, peut-on imposer à un peuple souverain ce qu'il rejette ? Pourquoi avons-nous fait une conférence nationale si ce n'est pour choisir pour nous-mêmes, par nous-mêmes ? Ceux qui avaient brûlé le drapeau de la France dans l'euphorie de notre entrée dans la démocratie, ont-ils déjà oublié leurs discours anti-impérialistes, marxistes ? On comprend alors que nos cadres qu'un socialisme complexé aura considérés comme étant peu intelligents finalement pour concevoir pour nous, ne puissent que prendre pour « Bible comptant », les choix des Lumières Occidentales venues nous éclairer, nous les Noirs si sombres et tristes, si obscurs et ignares. Mais les Nigériens sont décidés de se battre contre cette loi et ceux qui, avec leurs mains invisibles soutiennent un régime autocratique contre son peuple, demain, pourraient être comptables des déchirements futurs que pourrait vivre le pays. Libération a déjà désigné un potentiel allié du mal : la France et son ambassadeur au Niger qui n'a jamais caché ses accointances avec le régime pour tenter depuis le départ de Hollande de lui ouvrir de

nouvelles portes en France, notamment à l'Élysée. Un nom gardé dans l'anonymat, avait été révélé par la même journaliste et c'est qui aurait enfanté ce « monstre » qui divise les Nigériens et pour lequel des pères de familles, pour avoir choisi de lutter, sont en prison en ce mois béni de Ramadan. Mais pour le moment, le pays vit le répit du Ramadan...

C'est cette crise financière qui a conduit d'une certaine manière à la crise sociale avec un front social qui s'est allumé, se propageant sur toutes les régions du pays. Cette force du peuple que veulent éteindre la Renaissance et ses alliés occidentaux qui ont des forces militaires stationnées

dans le pays, ne pourra jamais être contrariée et les Nigériens veilleront, ils resteront debout. Est-il d'ailleurs possible d'arrêter un peuple qui refuse et qui décide de se battre ? L'Europe et la France qui ne s'est pas encore lavée des turbulences rwandaises, ont fait leur choix devant l'histoire. La société civile nigérienne en lutte l'a d'ailleurs relevé dans sa dernière déclaration qui rappelle les deux mois de détention arbitraire de leurs leaders incarcérés dans différentes régions du pays. Elle rappelle pour l'Histoire le jeu dangereux et partisan de certains partenaires qui devront s'assumer face au pire dans un pays qui se déchire et où on refuse tout dialogue entre acteurs pour ne laisser place qu'au rapport de force pour imposer des choix iniques à un peuple auquel on dénie tout droit de contestation. La France, sinon son ambassadeur, peut-elle croire que nous sommes si enfants, qu'elle voit mieux pour nous que nous-mêmes pour nous ? En tout cas elle dit « [prendre] acte de la complicité de certaines chancelleries accréditées au Niger dont la France en tête qui sont de connivence avec le régime de Niamey qui leur a tout concédé dans leurs politiques sécuritaires et migratoires ». Dès lors, la lutte civique ne peut que prendre de nouvelles envergures car en ce 21^{ème} siècle aucun peuple ne doit décider pour un autre, pour un peuple souverain, a fortiori un ambassadeur aux relents colonialistes. Il va sans dire que le Niger n'est plus une colonie ou une chasse-gardée et la France n'a aucun intérêt à se contenter de comportements irrévérencieux d'un ambassadeur qui ne peut jouer la neutralité dans les débats politiques internes d'un pays tiers et renforcer par ses ingérences inadmissibles le sentiment anti-français. S'il ne peut aider à concilier les positions, il ne peut avoir de devoir qu'à s'en éloigner.

Pourrissement

La situation intérieure du pays s'est d'autant plus détériorée que le débat politique s'est rabaissé avec des acteurs qui ne peuvent rien s'épargner dans les joutes verbales, pas même la dignité de l'autre, la famille, l'épouse, le fils. On tombait ainsi dans une crise morale sans précédent qui a fait de la politique un espace de l'infamie, de la lâcheté, de la veulerie. On fait la politique sans éthique. On condamne un système aujourd'hui, sans

aucune honte, on devient son griot zélé demain. On ne donnait aucun repère aux jeunes qui poussent si ce n'est de comprendre que la politique c'est de jouer ses seuls intérêts. Un autre, ne se plaignait-il pas à l'intérieur de son système, qu'on ne peut même pas, pour sa personne, avoir des égards pour son enfant ? Le summum de la crise est atteint avec les démêlées politiques qui ont profondément divisés les Nigériens en général et les acteurs politiques en particulier au point de ne pouvoir plus se parler, pire s'adresser humainement la parole dans le respect de ce qui fait d'eux des enfants d'une même nation. Or, quand les problèmes politiques ne sont pas bien traités, ils laissent la porte ouverte à toutes les dérives. Les mobilisations conduites par la société dans toutes les régions du pays, auraient pu montrer au régime et à ses partenaires extérieurs que cette loi ne passe pas en l'état dans l'opinion et qu'il y avait à privilégier le dialogue pour s'entendre sur une mouture consensuelle et sur des principes de gouvernance qui privilégient l'orthodoxie et la rigueur budgétaire. Quels que soient les fonds qu'on devrait mobiliser, si le gouvernement devrait continuer dans les mêmes prodigalités, il est certain que la situation financière du pays ne pourra jamais s'améliorer. On nous prend de l'argent pour engraisser d'autres, Ali Idrissa dira des « gaillards ». C'est immoral. On comprend alors qu'après le forum de Paris des investisseurs, que le régime si fier des annonces faites, ne peut aujourd'hui, plusieurs mois après, faire le bilan des sommes colossales qu'il aurait engrangées. La société civile ne baisse pas les bras et annonce les couleurs pour une lutte implacable qui s'étendra en dehors du pays où elle appelle la diaspora et les ONG partenaires à réserver aux officiels nigériens lors de leurs visites à l'étranger, des comités d'accueil. Désormais, ceux qui vont à l'extérieur, plutôt que la tapis rouge pourrait avoir en face d'eux ces gueules ouvertes pour leur crier à la figure leurs colères. A l'heure des enfarinements, il y a de quoi être sur ses gardes. Peut-être, comme elle en a fait l'appel, dès le 4 février, le ballon d'essai pour Issoufou en France où il devra se rendre...

La crise politique ne donne aucune chance au pays de sortir du borbier. La fracture entre la classe politique ne fait que se creuser, tenant la distance grande entre les acteurs politiques. La loi électorale et la CENI, sont des facteurs de division qui pourront, les jours suivants grossir les rangs des mécontents car il n'est pas évident dans le schéma que cajole secrètement certaines pontes du système, que certains alliés qui ne veulent pas jouer à la politique de la chaise vide, puissent continuer à cautionner la mascarade quand ils se seront rendu compte qu'on se sert d'eux pour légitimer un processus biaisé, contraire aux principes de la démocratie.

La semaine dernière, l'on avait vu la CENI, objet de défiance de la part des acteurs politiques, et non des moindres, comme vivant

une existence normale, mener quelques activités comme pour montrer que malgré la résistance de certains acteurs politiques, tout se passe bien. Les élections se font pour les Nigériens et il est impossible d'organiser des scrutins sans impliquer des Nigériens pour lesquels cela devrait se faire. Quel partenaire, osera mettre son argent dans une telle entreprise ? Si c'est pour aider un homme et son système à garder ad vitam aeternam sans compétition réelle, sans doute qu'ils trouveront mieux à faire avec leur argent. On n'organise pas des élections pour la France, ni pour l'Union Européenne, encore moins pour la Francophonie. Le cirque de la CENI ne peut pas dissuader ceux qui la contestent, rassurés que des élections qui excluraient une majorité de Nigériens, ne pourraient conduire qu'à l'instabilité par laquelle, le régime espère peut-être trouver les moyens de sa survie politique. Ceux qui ont choisi au nom du confort que leur donne la structure électorale de jouer contre le peuple et l'histoire, pourront, on l'espère, assumer leur choix. Pourquoi refuser d'assoir sur des bases consensuelles ce qui permet d'organiser et de tenir des élections justes et transparentes pouvant garantir dans la durée stabilité et cohésion et ce surtout quand on prétend qu'on a la majorité avec soi ? Et en l'espèce, ce ne sont pas des discours qui rassurent mais d'abord le choix consensuel des hommes appelés à l'animer mais aussi l'unanimité autour des textes devant régir le processus. Et c'est à ce niveau que le régime a péché. C'est en dehors du CNDP qu'il avait tout concocté, pensant ruser avec ses alliés dont un a fini par claquer la porte parce que le PNDS décidé à faire son coup de force, ne peut écouter personne. Pour l'instant, ceux qui ont envie de manger et qui sont arrivés tard autour de la gamelle, se taisent, le temps de se rassasier et se relever d'une faim insupportable traînée pendant la petite traversée du désert. Est-ce digne que de plaindre une faim pour se rendre ? Boff....

La CENI était sortie pour parler la dernière fois comme si elle était dans un rôle légitimant. Elle ne pouvait pas savoir qu'on ne l'écoutait pas parce qu'on ne pouvait pas la croire. Cette CENI ne peut pas organiser pour le Niger et pour sa stabilité des élections crédibles. Ses animateurs doivent alors comprendre qu'ils sont dans une mission périlleuse et pour protéger leur réputation, ils doivent comprendre que le forcing ne peut que nuire au pays et à sa cohésion. Pour rentrer dans l'histoire, il faut choisir la grande porte. Pour sortir aussi.

Le Front Démocratique Républicain (FDR) a annoncé, à la veille du mois béni de Ramadan les couleurs. Il se battra avec tous les Nigériens qui seront désormais convaincus de la justesse et de la légitimité de son combat. Ceux que les Nigériens n'ont pas été capables de concéder à Tandja, à Baré, ils ne peuvent l'accepter avec un autre.

Faut-il croire que l'histoire qui bégaie, se répète ?

WALÉ.

Publication du programme des futures élections par la CENI

A quoi joue Maître Issaka Souna ?

La semaine dernière et alors qu'elle est toujours contestée par les partis politiques de l'opposition, les non affiliés et le Mouvement patriotique nigérien (MPN KIISHIN KASSA) qui a récemment claqué la porte de la mouvance présidentielle, la nouvelle Commission électorale nationale indépendante (CENI) a publié le chronogramme des futures élections. A travers un tel acte, la CENI dirigée par l'avocat Maître Issaka Souna veut-elle dire qu'avec ou sans la participation des partis qui la contestent elle est décidée à poursuivre le processus électoral ?

C'est à l'issue d'une réunion avec les seuls partis membres de la mouvance présidentielle que Maître Issaka Souna et ses autres collègues ont publié le chronogramme des futures élections. Les partis politiques de l'opposition, les non affiliés et le MPN KIISHIN KASSA ont boycotté la rencontre, conformément à leur refus de reconnaître la CENI. Au lieu que cette absence remarquée d'une frange importante de la classe politique les dérange et les oblige à reporter la rencontre, le temps de mener quelques démarches en vue d'obtenir la participation de l'ensemble des acteurs du processus électoral, Maître Issaka Souna et ses collègues ont fait comme si de rien n'était. Selon le site www.nigerinter.com, «à la question récurrente de l'assistance de savoir si l'absence de l'opposition constitue un blocage des travaux de la CENI, Me Issaka Souna de répondre qu'il n'en est rien». Si ces propos sont réellement sortis de la bouche du président de la CENI, il faut craindre pour l'avenir du Niger. Malgré les contestations dont est l'objet la nouvelle CENI, lui Me Issaka Souna jouit tout de même du bénéfice de doute de la part de nombreux Nigériens, y compris dans les rangs des partis de l'opposition, par rapport à ses accointances avec le pouvoir en place, principalement le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA). Homme de droit, Me Issaka Souna a surtout acquis une

grande notoriété au sein du Système des Nations Unies pour le compte duquel il a supervisé plusieurs processus électoraux sur le continent africain. Il a, de ce fait, acquis une grande expérience en matière d'organisation pour comprendre qu'un processus électoral non inclusif est porteur de graves menaces pour la stabilité du pays où il se déroule. Quand son nom a été cité comme nouveau président de la CENI, beaucoup de Nigériens ont estimé que cet homme pèsera de tout son poids pour qu'après celles scandaleuses de 2016, le Niger renoue avec des élections honnêtes, transparentes et inclusives en 2021. Mais apparemment et à l'allure où les choses se passent au niveau de la CENI, on risque d'assister au pire, avec la mise à l'écart des partis qui ne sont pas dans la même coalition avec le PNDS-TARAYYA. Quand le gouvernement refuse tout dialogue avec ces partis et qu'au même moment la CENI annonce, par la voix de son président, qu'elle va continuer à travailler sans leur présence, il y a comme un complot ourdi pour tenir les partis opposés au PNDS-TARAYYA loin du processus électoral en cours. Le rêve caressé ici est de voir ces partis renoncer à aligner des candidats aux différents scrutins et favoriser ainsi une victoire certaine à n'importe quel candidat que présentera le principal parti au pouvoir qui a presque l'assurance qu'aucun de ses alliés n'aura le courage de présenter un candidat face au sien.



Il y a, comme dirait l'autre, péril en la demeure. Le Niger risque de plonger dans une impasse électorale qu'il n'a jamais vécue dans son histoire démocratique. Le nouveau Front démocratique et républicain (FDR), qui a fait le serment de se battre, pour qu'il y ait un processus électoral accepté de tous, est donc face à ses responsabilités. Une fois la période du Ramadan passée, il doit descendre dans l'arène et créer les conditions pour que le processus électoral en cours soit comme les précédents, c'est-à-dire ouvert à tous les acteurs politiques. Au-delà de leurs intérêts, les structures constituant ce nouveau cadre, ont un devoir citoyen à accomplir car, avec tous les progrès qu'il a connus en matière d'organisation des élections, y compris sous des régimes militaires, le Niger ne peut être tiré vers le bas, avec un processus électoral presque contrôlé par un seul parti politique qui, lorsqu'il était à l'opposition, avait pourtant bénéficié de tous les petits soins des précédents régimes pour participer à tous les préparatifs des élections.

Dan Lamso

Le MPN KIISHIN KASSA à l'heure du concassage ?

Quelques semaines seulement après son départ de la mouvance présidentielle, le Mouvement patriotique nigérien (MPN KIISHIN KASSA) est-il déjà la cible du principal parti au pouvoir ? La question mérite bien d'être posée au regard des annonces de nombreux cadres et militants du parti de l'ancien ministre des affaires étrangères Ibrahim Yacoubou, qui déclarent rejoindre le PNDS-TARAYYA. C'était d'abord l'ancien ministre de la communication Mme Sani Koubra qui, dans un message adressée aux femmes du MPN KIISHIN KASSA à l'occasion de la journée nationale de la femme, a annoncé avoir remis sa démission du poste de trésorière du parti et son départ de ce dernier. Quelques jours plus tard, on a appris que cette dame, qui a pourtant accepté de démissionner de son poste de ministre pour respecter le mot d'ordre du MPN KIISHIN KASSA, a finalement rejoint le PNDS-TARAYYA. La semaine dernière, des médias ont rapporté des cas de défection des militants du parti de M. Ibrahim Yacoubou du département de Dakoro au profit du même PNDS-TARAYYA. Les mêmes médias ont aussi rapporté la démission de la vice-présidente nationale des femmes du MPN KIISHIN KASSA qui aurait aussi

rejoint le PNDS-TARAYYA. Mais le fait qui a sans doute le plus attiré l'attention est ce message publié par le député Tanimoune Oumarou, élu sous les couleurs du MPN KIISHIN KASSA, dans lequel l'intéressé déclare son opposition à la décision du retrait du parti de la mouvance présidentielle. Tout en revendiquant son appartenance au parti de M. Ibrahim Yacoubou, l'homme affirme haut et fort qu'il va continuer à soutenir les actions du Président de la République Issoufou Mahamadou. S'il ne craignait pas de perdre son siège de député, lui allait sans doute aussi annoncer son ralliement au PNDS-TARAYYA. Selon les analystes, le MPN KIISHIN KASSA risque encore de perdre d'autres militants et cadres au profit du principal parti au pouvoir qui a, visiblement, décidé de lui faire subir les mêmes coups qu'il a impitoyablement assenés à de nombreux partis politiques qui lui étaient opposés sous le premier mandat du Président Issoufou Mahamadou. On peut citer, entre autres, le Mouvement national pour la société de développement (MNSD-NASSARA), la Convention démocratique et sociale (CDS-RAHAMA), le Mouvement démocratique nigérien pour une fédération africaine



(MODEN-FA/LUMANA-AFRICA) et l'Union pour la démocratie et la République (UDR-TABBAT). Usant des menaces et des moyens financiers, le PNDS-TARAYYA ne recule devant rien pour mettre en difficulté n'importe quel parti politique qui ose refuser son diktat. Il veut coûte que coûte étouffer la moindre opposition et se positionner comme le seul parti digne d'animer la scène politique nigérienne. Les dirigeants du MPN KIISHIN KASSA sont donc avertis : on ne provoque pas le PNDS-TARAYYA et aller s'asseoir comme si de rien n'était. Ils doivent se battre pour assurer la survie de leur partie, sinon ils se retrouveront en 2021 avec un parti en lambeaux et incapable même de rééditer son exploit de 2016.

Dan Lamso

Au Niger, le régime de Madamadou Issoufou pointé du doigt

Une dizaine d'ONG réclament la libération de 26 membres de la société civile et s'inquiètent des dérives autoritaires du Niger, pays dont le ministre des Affaires étrangères vient de démissionner pour protester contre la mainmise récente du régime de Mahamadou Issoufou sur le processus électoral. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. La démission du ministre des Affaires étrangères **Ibrahim Yacouba** le 12 avril dernier, a insufflé une nouvelle dynamique à l'opposition. « Cette décision est la conséquence d'un an de combat », a confié à Match Afrique, Yacouba qui dirige le MPN-Kishin Kassa, un parti qui avait recueilli 4.4% des suffrages en 2016. L'ancien ministre de 46 ans accuse le régime d'Issoufou d'avoir mis en coupe réglée la Commission nationale indépendante (Ceni). **« Avant, tous les partis y étaient présents plus aujourd'hui, c'est la fin de 25 ans de pluralité (...)** Ce code électoral ne permet pas d'avoir des élections honnêtes» Pour reprendre l'expression de l'universitaire **Elhadj Malick Oumarou**, pourfendeur de Mahamadou Issoufou sur le site Mondafrique : « un homme sincère et qui aspire à passer tranquillement le pouvoir dans deux ans et neuf mois ne se comporterait pas de cette manière ».

Le 16 mai, Ibrahim Yacouba était donc l'invité vedette du lancement du **Front Démocratique et Républicain (FDR)**, qui réunit un panel très vaste de la société nigérienne. D'anciens caciques des régimes précédents y côtoient une jeune garde pressée d'en découdre avec un régime sensé prendre fin en 2021 –selon la constitution- et des activistes de tous bords (Photo ci-dessous).

Neuf protagonistes de la résistance contre le régime Issoufou: de g. à Dte et de haut en bas: l'ancien Président Mahamane Ousmane, le ministre démissionnaire Ibrahim Yacouba, le porte-parole du FDR Adal Rhoubéid, l'activiste Moussa Tchangari, la première femme candidate à une présidentielle au Niger Mariama Bayard, le président du Moden-Lumana Hama Amadou, les activistes Nouhou Arzika, Ali Idrissa et Me Abdramane Lirwan. © AFP / DR / Paris Match

« Ce front est né de la volonté de toutes les forces

vives de la nation d'unir leur force pour contrecarrer la dérive autoritaire du régime », explique son porte-parole **Adal Rhoubéid**. Ce qui est en jeu est rien moins que l'avenir d'une des régions les plus abrasives du globe, surtout pour où est mobilisé le plus grand nombre de soldats français en mission à l'étranger. **« Il est urgent que la communauté internationale ouvre les yeux : le verrou du Niger dans la stabilité de l'Afrique de l'Ouest va sauter si le pays achève son évolution déjà amorcée vers un régime d'exception »**, avertit Adal Rhoubéid, président du MDR-Tarna lui aussi candidat en 2016.

Rallié désormais à l'opposition, Ibrahim Yacouba a vu sa femme visée par une enquête judiciaire. Une technique habituelle à l'encontre des opposants au Niger. Rappelons que lors du second tour des élections présidentielles de 2016 au Niger, Issoufou a affronté Hama Amadou, le président du Moden-Lumana... depuis une cellule de prison. Hasard des transferts pénitenciers, c'est dans la même prison à Tillagué -loin de Niamey- que se trouve actuellement enfermé l'un des principaux leaders de la société civile **Ali Idrissa**.

Ali Idrissa ici sur le plateau de Labari TV à Niamey en mars 2016, aujourd'hui prisonnier politique dans les geôles du président Issoufou © F de Labarre / Paris Match

Fondateur du Réseau des organisations pour la transparence et l'analyse budgétaire (Rotab) et patron de la chaîne de télévision Labari TV, l'activiste avait reçu Match Afrique dans ses studios à Niamey au printemps 2016.

Ali Idrissa disait alors : « Combien d'années de démocratie a-t-il fallu pour en arriver là ? Pour mettre ce si beau pays dans une telle situation, j'ai honte! » Il se savait aussi menacé d'emprisonnement et surveillé de près. A l'époque, le patron de Labari TV se trouvait en sérieuse concurrence avec un autre patron de Media Ibrahim Yacouba, alors directeur adjoint de cabinet de la Présidence. Aujourd'hui les deux hommes sont dans le même navire, aux côtés de l'ancien Premier ministre en exil **Hama Amadou**, de l'ancien Président **Mahamane Ousmane**, des désormais célèbres



activistes **Nouhou Arzika**, **Moussa Tchangari** et **Abdramane Lirwan**.

Ces derniers font partie des 26 personnes arrêtées le 25 mars en marge des manifestations contre la loi de finance 2018. Le 25 mai, dix Organisations Non Gouvernementales dont , Oxfam, Tournons la Page Niger, Front Line Defenders, FIDH etc ont publié un communiqué commun pour faire part de leur «profonde inquiétude». Ces ONG de renom appellent les autorités à la libération des activistes et la fin des poursuites. «Au lieu de déployer des stratégies pour attaquer de front les acteurs de la société civile, les autorités du Niger devraient reconnaître leur légitimité (...) leur ménager l'espace nécessaire à leurs activités et les protéger des menaces», déclare **Samira Daoud**, directrice régionale adjointe d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest. Le discours d'Ibrahim Yacouba qui nous parle depuis Niamey est plus tranché : **« un sursaut est nécessaire pour éviter un régime autoritaire, il faut se battre ou mourir »**.

Source : <http://www.parismatch.com/Actu/International/Au-Niger>

Sécurité : la marche vers le chaos ?

La Renaissance, si fière de ses exploits guerriers qui ont endeuillé notre armée, s'est toujours réjouie que le Niger, au milieu de plusieurs foyers de tension, serait un îlot de paix. Et le Rambo nigérien est loué pour sa bravoure qui fait de lui l'allié privilégié d'un occident dont plusieurs partenaires africains se méfient pour douter de ses bons offices en occupant des espaces dans lesquels nos États sont peu présents. Y a-t-il d'autres raisons inavouées pour lesquelles ces Occidentaux ont subitement de l'intérêt pour nos pays ? La migration et le terrorisme qu'ils pourraient alimenter, ne peuvent-elles pas être que des prétextes pour la nouvelle invasion de nos territoires ? Il y a sans doute à se méfier et à plaindre des socialistes qui jouent au larbinisme pour ouvrir sans précaution et autres garanties, les portes de nos pays devenus des terroirs conquis, finalement déçus de leur souveraineté par les servilités du socialisme nigérien, gravement complexé.

Alors que le régime claironne partout que le pays serait en paix, presque chaque semaine, la presse et les réseaux sociaux, nous apprennent que des attaques sont perpétrées dans des coins du pays, allongeant tristement la liste des victimes du terrorisme. Et la situation est d'autant plus curieuse que les « guerriers » du terrorisme sont prêts à faire la paix avec des terroristes qui avaient tué et brûlé, semé la terreur dans une zone devenue inhabitable par leur faute, mais jamais avec des Nigériens qui ont choisi de faire leur combat dans

un cadre citoyen, dans le respect des règles de la République. Pourquoi un repent qui a commis le chaos dans le pays peut-il plus mériter de compréhension et de pardon qu'un acteur de la société civile qui n'a pas tué et qui n'aura eu d'arme que sa parole ? Ça donne à réfléchir...

La partie Nord de Tillabéri, après Diffa est en train de devenir une autre poudrière, un no man's land où un désordre est en train de s'installer avec son lot de drames qui endeuillent les populations qui ne savent plus à quel saint se vouer tant ils vivent le sentiment d'être abandonnées à leur triste sort par l'État central. Mais si ces situations sont inquiétantes, il ne faut pas oublier que ce sont surtout les informations de ces derniers jours qui doivent le plus préoccuper les Nigériens. En effet, il y a quelques jours, l'on avait appris qu'à Gouré un trafiquant d'armes avait été arrêté, sans connaître visiblement les rigueurs de la loi qui ne s'appliquent au Gondwana qu'aux opposants, aux acteurs de la société civile et aux journalistes malpensants. L'affaire avait connu un traitement qui rappelle tout le laxisme d'un système qui semble s'accommoder de certains milieux de la pègre, protégeant des hommes dangereux, s'ils ne sont pas que de vrais gangs, de grands voleurs et bandits d'État. Peut-on apporter la preuve qu'ils ont le droit de faire cette transaction d'armes et se demander à quelle fin le font-ils ?

C'est dans la même période qu'on apprend par un autre média qu'à Agadez une cache d'armes avait

été découverte et là aussi, les coupables sont connus et nommés. Mais l'appareil judiciaire ne semble pas se mettre en marche avec la même célérité que pour certains cas pourtant mineurs. Pourquoi cacher des armes dans un pays qui a choisi la paix et la démocratie ? Là aussi, faut-il craindre que quelque chose se tramait, se prépare ?

Ces informations doivent inquiéter les Nigériens. Un autre peut-il penser pouvoir se défendre avec des armes plutôt que face à la Justice quand il arriverait de lui reprocher des choses pour lesquelles il doit nécessairement répondre ? La justice est la meilleure arme pour tous. Personne ne peut se rendre justice dans un État de droit.

Bref, ça ne rassure pas et ces rentrées d'armes dans le pays, on ne sait plus par quel canal inquiètent à juste titre. Elles doivent, plus que jamais, alerter les Nigériens dans leur ensemble. L'Assemblée Nationale pourra d'ailleurs s'en saisir pour qu'on dise la vérité sur toutes ces choses et au besoin, demander la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire. La chose est trop grave pour être si facilement étouffée.

Quand on voit ce qui se passe dans le Nord Tillabéri avec des groupes ethniques officiellement déclarées qui se font de petites guerres de pauvres, il faut observer avec minutie ces cacheurs d'armes et des vendeurs d'armes dont on peut ignorer pour le moment la clientèle.

Quel plan machiavélique cacherait ces précautions guerrières ? Ce n'est pas clair...

WALÉ.

REPORTAGE

Niger : Niamey, capitale cernée par les crises

Exode de migrants, conflits ethniques exacerbés par une guerre contre le jihad et une montée de l'islam politique Dans la ville, devenue réceptacle des problèmes actuels du Sahel, la tension est omniprésente.

Ce sont des victimes invisibles. Emportées par un cycle sans fin de représailles dans un coin reculé du monde. La scène de la tuerie est pourtant terrifiante : «*Les assaillants sont arrivés vers 17 heures et se sont rendus directement à la mosquée où ils ont tué à coup de mitraillettes automatiques une dizaine de personnes. Puis ils se sont dirigés à l'intérieur du campement nomade où ils ont tiré sur des personnes qu'ils ont croisées*», affirme un communiqué officiel relayé par la presse au Niger. Bilan ? 17 morts, vendredi à Inates, un bled perdu dans le sud de ce pays sahélien et proche de la frontière avec le Mali. A part les autorités du pays, aucun témoin extérieur, journaliste ou humanitaire, n'a pu se rendre seul sur place. Car Inates se trouve dans cette nouvelle zone de tous les périls, située au nord de Niamey, la capitale. Le 11 avril, Joerg Lang, un humanitaire allemand, pensait pouvoir s'y rendre incognito en dissimulant son visage sous un keffieh, foulard traditionnel, et en circulant à bord d'une voiture banalisée. Il a été enlevé sur la route du retour, non loin d'Inates.

L'attaque du 19 mai n'est que la dernière d'une longue série, qui oppose depuis peu des nomades, touaregs et peuls, de chaque côté de la frontière qui sépare le Niger et le Mali. «*Il y a trois semaines, de jeunes Peuls, venus du Niger, ont exécuté 18 Touaregs de l'autre côté de la frontière, au Mali. Cette fois-ci, les assaillants voulaient en tuer autant chez les Peuls, en représailles. Sauf que l'une des victimes a finalement survécu*», indique Mohamed Bazoum, ministre de l'Intérieur du Niger. Les forces de sécurité sont pourtant loin d'être absentes dans ce pays, qui est même devenu le nouveau hub militaire régional d'une coalition internationale en lutte contre les forces jihadistes au Sahel. A Niamey, la capitale, située à seulement 250 kilomètres d'Inates, des gendarmes musclés aux cheveux très courts ont remplacé les touristes dans les hôtels, qui ne désemplissent pas. On y croise des Français, des Américains, et même désormais des Allemands.

Théories complotistes

C'est au Mali, pays gangrené depuis plusieurs années par les mouvements jihadistes, et désormais aussi au Burkina Faso voisin, que se joue l'essentiel de cette guerre asymétrique. Mais c'est bien au Niger que s'implantent de plus en plus les bases arrières étrangères engagées dans cette bataille du Sahel. Pourtant le Niger n'a jamais connu de mouvement jihadiste autochtone. Son point faible, ce sont justement ses frontières. Et notamment celles avec le Mali et le Burkina Faso, dans ce petit triangle où se trouve aussi Niamey. Une capitale en apparence assoupie, particulièrement en ce mois de mai où la température frôle souvent les 45 °C. Mais le calme de la ville est trompeur. Tous les accès extérieurs sont verrouillés par des barrages, les fameuses «ficelles». Et les entrées et les sorties sont fortement contrôlées. Les dunes orange qu'on aperçoit parfois au loin évoquent ainsi un monde potentiellement hostile, qui donne à la capitale nigérienne un air de forteresse isolée guettant l'ennemi, comme dans le roman de l'Italien Dino Buzzati, *le Désert des Tartares*. Mais qui est exactement l'ennemi ?

A Niamey, nombreux sont ceux qui s'interrogent : «*Les Américains ont construit une immense base à Agadez [à 950 kilomètres au nord-est de Niamey, ndlr]. Les Français et les Allemands renforcent leurs installations près de l'aéroport. Visiblement, ils sont là pour rester longtemps. Mais dans quel but ? Est-ce seulement pour notre sécurité ?*» s'inquiète Abdoulaye, un jeune entrepreneur de la capitale. Les intentions «réelles» des Occidentaux au Niger font l'objet de nombreuses

conversations et les théories complotistes ne manquent pas. Pourtant, même dans ce cas de la tuerie d'Inates, c'est bien l'influence des jihadistes qui est aussi en jeu. «*Les Peuls se sont fait piéger. Depuis quelques années, la pression démographique et la raréfaction des terres pastorales les ont poussés vers le nord du Mali. Mais en s'y implantant, ils ont dû choisir leur camp dans un conflit purement malien. Et se sont laissés instrumentaliser par les forces jihadistes de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest alors qu'une partie des Touaregs soutient désormais la coalition internationale*», affirme le général Abou Tarka qui dirige la Haute Autorité pour la consolidation de la paix, un organisme né lors des rébellions touaregs des années 90 et qui tente aujourd'hui de désamorcer cette bombe communautariste parée des oripeaux jihadistes. «*C'est une guerre de pauvres, de populations qui se sentent souvent abandonnées*», confie le général.

Le conflit dans le sud-ouest est récent. Mais dans le sud-est du pays, une autre zone dessine depuis plus longtemps un front sensible avec la présence de la secte Boko Haram qui a infiltré la région de Diffa, en provenance du Nigeria voisin. Il existe d'autres frontières sensibles dans ce vaste «pays de sable, en apparence immobile», comme le décrit le père Mauro, un prêtre italien très investi aux côtés des migrants. Les Nigériens immigreront peu, et encore moins vers l'Europe. Mais depuis longtemps, le pays est une zone de passage pour tous ceux qui veulent tenter la traversée de la Méditerranée à partir des côtes libyennes. Depuis 2016, les Européens ont fait pression sur le pouvoir en place pour restreindre ces mouvements. En criminalisant les passeurs, mais aussi en faisant de Niamey et d'Agadez des «hot spots» censés dissuader les traversées clandestines, grâce à l'espoir d'un passage légal vers l'Europe, du moins pour ceux qui peuvent prétendre au statut de réfugié. Ces derniers mois, des charters ont même ramené au Niger des candidats à l'asile en Europe, jusqu'à alors détenus dans les geôles libyennes. «*Mais aujourd'hui ces rotations sont quasiment à l'arrêt car les autorités se sont rendu compte que les Européens, et notamment les Français, n'acceptaient les réfugiés qu'au compte-gouttes, malgré leurs promesses*», explique un responsable du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) à Niamey.

Cette nouvelle stratégie impose aussi un tri entre «bons» et «mauvais» migrants. Dans une rue ombragée du centre de la capitale, des hommes prennent l'air, assis devant une maison gardée par des vigiles. Les visages sont maussades, les regards fuyants, et les gardiens ont vite fait d'éconduire les visiteurs étrangers qui tentent de parler à ces migrants rapatriés de Libye et qui ont, eux, accepté de rentrer dans leur pays. Ceux qui refusent ce retour «volontaire» se dispersent dans la ville, formant une cohorte invisible qui échappe aux radars. «*En réalité, les passages de migrants ne se sont pas arrêtés. Il y a de nouvelles routes, plus dangereuses*», confie un officiel nigérien. En revanche, la création des hot spots attire désormais d'autres candidats à l'exil. Début mai, des centaines de Soudanais ont ainsi envahi les rues d'Agadez dans l'espoir d'obtenir le sésame miraculeux de l'asile en Europe. Mais, excédées par ces arrivées massives, les autorités de la ville ont envoyé de force, le 12 mai, 145 d'entre eux à la frontière libyenne, en plein désert. Depuis, leur sort est inconnu.

Arrestations

En privé, les responsables nigériens se moquent parfois de l'autosatisfaction des Européens sur les mirages de cette nouvelle politique migratoire. Et fustigent les fauxsemblants de l'aide, en principe massive, accordée au pays : «*On nous dit que le Niger est désormais le pays d'Afrique le plus aidé par l'Europe. Mais ce sont les ONG étrangères qui captent toute cette aide*», peste un haut responsable. Ce n'est pas le seul mirage financier dans l'un des pays les plus pauvres de la planète. En décembre, un grand raout organisé à Paris

avait permis en principe au Niger d'engranger 23 milliards de dollars (19 milliards d'euros) de promesses d'investissements. Six mois plus tard, les promesses sont restées... des promesses : «*La concrétisation des projets est effectivement assez lente*», reconnaît, un peu gênée, la responsable d'une agence onusienne. Reste qu'en raison des enjeux sécuritaires et migratoires, le Niger est bien devenu «le chouchou de la communauté internationale», comme le rappelle Issa Garba, porte-parole local de l'association Tournons la page.

Au début de l'année, la société civile avait organisé des manifestations dans les rues de Niamey pour protester contre une loi de finances qui instaure de nouvelles taxes et augmente les prix de l'électricité et de l'eau. Mais à partir du 25 mars, le mouvement a été brutalement décapité avec l'arrestation d'une vingtaine de leaders de la société civile. «*Ils ne représentent rien, ils veulent juste créer le chaos et susciter un coup d'Etat militaire*», balaye Mohamed Bazoum, le ministre de l'Intérieur. «*Tout ce que nous demandons, c'est une bonne gouvernance et l'abandon de lois qui frappent les plus pauvres*», rétorque Issa Garba. Reste que face aux arrestations, la communauté internationale se tait. Et la rue, elle, a compris le message : une journée ville morte décrétée par la société civile le 14 mai a été un échec et les manifestations n'ont pas repris. «*Je soutiens ces leaders, mais je n'ai aucune envie de me retrouver moi aussi en prison*», résume Mokhtar, un jeune homme très pieux.

Dans la base arrière des Occidentaux en guerre contre le jihadisme au Sahel, d'autres influences s'imposent pourtant silencieusement. «*Au Niger, l'islam gagne du terrain*», souligne un professeur d'université, citant le nombre exponentiel de femmes voilées et de salles de prières dans les facs. «*Le jour où les imams nous demanderont de sortir dans la rue, là, j'obéirais. Car l'islam est dans nos cœurs*», constate de son côté Mokhtar.

Maria Malagardis Envoyée spéciale à Niamey (Libération)

LE MONDE D'AUJOURD'HUI HEBDOMADAIRE NIGERIEEN D'INFORMATIONS GENERALES ET D'ANALYSE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

E-mail : lemonde_niger1@yahoo.fr

Directeur de publication

**Arouna Yacouba
94.95.75.33**

Directeur Commercial

**Inoussa DICKO
90.00.99.83 / 96.75.34.12**

**Conception & Composition
LE MONDE D'AUJOURD'HUI
Tirage : 1 500 Exemplaires sur
les presses de la G.I.N**